

LA FRANCE OUVRIERE, C'EST NOUS !

« Travailleurs, sauvons-nous nous même ! »

La déclaration de politique générale du Premier ministre François Bayrou a douché les espoirs du Parti Socialiste et de ses alliés dans la tentative - honteuse - de compromis avec les macronistes et la droite. La réforme des retraites n'est ni suspendu, ni abrogé, ni gelé, le gouvernement appelle le patronat et les syndicats à parlementer pendant trois mois avant de reprendre la main et, in fine, ne rien céder.

D'autre part, le nouveau budget qui sera proposé par le pouvoir est en tout point similaire au précédent budget proposé par le gouvernement Barnier. Des dizaines de milliards d'euros de coupes budgétaires dans les dépenses sociales sont prévues tandis que la politique d'assistanat du patronat se poursuit, "quoi qu'il en coûte", à hauteur du tiers du budget de l'État chaque année. Aucune augmentation générale des salaires, ou relèvement du SMIC, n'est envisagée.

Car, sur ces sujets comme sur les retraites, il n'est pas question pour les autorités légales et leurs maîtres patronaux de remettre en cause le pillage du pays. Au contraire... voilà que le patronat et le gouvernement imposent en ce début d'année le travail forcé à l'ensemble des allocataires.

La CGT devrait refuser de s'asseoir autour de la table des consultations autour de la réforme des retraites qui ne sont pas des négociations mais contribuent avant tout à "noyer le poisson", épaissir la confusion générale et nourrir un profond sentiment de résignation chez les travailleurs et travailleuses.

Sur les retraites comme sur les salaires comme sur les interdictions des licenciements : la délégation de pouvoir aux parlementaires est un piège. Ce n'est pas au Parlement ou à Matignon que nous obtiendrons satisfaction, c'est par la lutte et la grève, enracinée sur le lieu de travail, que nous pouvons gagner.

tous et toutes en lutte et en grève pour interdire les licenciements

Le projet de budget 2025 et le maintien de la réforme des retraites sont en réalité l'illustration d'un pouvoir qui ne veut rien lâcher, alors même qu'il est minoritaire et illégitime dans le pays.

Les médias et le patronat mentent lorsqu'ils rendent l'instabilité politique responsable de la crise économique et des plans de licenciements massifs, notamment dans l'industrie. C'est bien le patronat qui, d'un côté récolte année après année des centaines de milliards d'aides publiques sans contrôle ni suivi, engraisse les

actionnaires (près de 100 milliards d'euros ont été versés par les groupes du CAC 40) et organise la destruction de l'activité industrielle en France et les centaines de milliers de suppressions d'emplois.

La journée de grève et de manifestation à Bercy le 22 janvier, à l'appel de la FNIC CGT et suivi par d'autres fédérations CGT (Commerce, Industrie du livre et du carton, Métallurgie...) est une nouvelle étape dans la construction de ce rapport de force qui doit s'ancrer dans les lieux de travail.

Contre ces parasites voraces, la solution est évidente : grève, grève et encore grève ! Isolés les uns des autres, les luttes peineront à gagner en puissance. Une mobilisation d'ampleur, unifiée et coordonnée, confédéralisée et offensive, est nécessaire pour imposer l'interdiction des licenciements, l'expropriation des grands groupes, la réponse aux besoins.

